

Unité Départementale des Hauts-de-Seine  
167-177 avenue Joliot Curie  
BP 102  
92 013 NANTERRE CEDEX

NANTERRE CEDEX, le 23/10/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOCIÉTÉ DE GESTION DE PRODUITS PÉTROLIERS (SOGEP)**

25 ET 27 ROUTE DU BASSIN N 6  
92230 Gennevilliers

#### **Références :**

**Code AIOT : 0006506287**

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/09/2023 dans l'établissement SOCIÉTÉ DE GESTION DE PRODUITS PÉTROLIERS (SOGEP) implanté 27 RTE DU BASSIN NUMERO 6 92230 Gennevilliers. L'inspection a été annoncée le 28/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection entre dans le cadre du contrôle régulier annuel des sites SEVESO seuil haut. Des échanges sur l'accidentologie et la gestion du retour d'expérience (REX) ont également été conduits dans le cadre d'une action nationale de contrôle sur les sites SEVESO. A cette occasion les inspecteurs sont revenus sur l'accident qui a eu lieu le 04/10/2022 sur le site industriel (incendie au PCC et rejet en darse). Les inspecteurs ont également traité les suites de la dernière inspection du 16/12/2022 et contrôlés certaines prescriptions issues des derniers arrêtés préfectoraux du 17/11/2022 (nouvel appontement de réception de barges) et du 22/05/2023 (acte la transmission de la nouvelle étude de dangers et fixe une nouvelle mesure de maîtrise des risques).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIÉTÉ DE GESTION DE PRODUITS PÉTROLIERS (SOGEPPE)
- 27 RTE DU BASSIN NUMERO 6 92230 Gennevilliers
- **Code AIOT : 0006506287**
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Dépôt d'hydrocarbures liquides, alimentés par pipeline et par barges, équipé d'une unité de récupération des vapeurs.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Action nationale sur l'accidentologie et la gestion du retour d'expérience (REX) ;
- REX de l'accident du 04/10/2022 ;
- Suites de la dernière inspection du 16/12/2022 ;
- Arrêtés préfectoraux du 17/11/2022 et du 22/05/2023.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de

statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Accident du 04/10/2022 (incendie au PCC et rejet en darse)	Rapport d'inspection des installations classées du 19/10/2022	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
6	Conformité de la rétention des cuves émulseurs	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 19-2 et 53	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
7	Bon fonctionnement de la sonde de niveau haut (NH) du bac 501	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 16	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
8	Écoulement au PCC sous une vanne du réseau acheminant du B100	Rapport d'inspection des installations classées du 03/03/2023	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
9	Détection de liquide entre la double enveloppe d'un réservoir	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 25	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	d'éthanol				
10	Demandes de compléments issues du rapport d'examen de la nouvelle EDD	Rapport d'inspection des installations classées du 03/03/2023	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
11	nouvelle MMR dans la cuvette 1A-501	Arrêté Préfectoral du 22/05/2023, article Annexe article 1	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
12	Appontement – dispositif d'évacuation des eaux de la rétention	Arrêté Préfectoral du 17/11/2022, article Article 10	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
13	Appontement – détection de liquide	Arrêté Préfectoral du 17/11/2022, article Article 10	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
14	Route d'accès – zone de rétention sous rack aérien	Arrêté Préfectoral du 17/11/2022, article Article 12	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
15	Effets domino – canalisations TRAPIL à l'est du site SOGEPP	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article ii) du 3 du I de l'annexe III	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Gestion des presque accidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014,	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	ou des incidents	article 8		
2	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6	/	Sans objet
3	Gestion des presque accidents ou des incidents	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69	/	Sans objet
4	Gestion des presque accidents ou des incidents	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection émet 15 constats, notamment sur le suivi de la bonne réalisation de travaux pour traiter des non-conformités déjà identifiées par l'inspection (rétention des cuves émulseurs et vanne de sectionnement, vanne au PCC, détection sur cuve double enveloppe). L'inspection rappelle que les travaux doivent être menés dans des délais raisonnables. SOGEPP bénéficie du réseau de Raffinerie du Midi pour la gestion du retour d'expérience suite à un accident ce qui est un atout dans l'identification de mesures à mettre en œuvre pour éviter un accident similaire.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Gestion des presque accidents ou des incidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Existence SGS
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du Code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du Code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection son manuel du système de gestion de la sécurité (indice de révision 03 du 15/03/2023).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Gestion des presque accidents ou des incidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Mode de recensement des événements et mode de filtre
<b>Prescription contrôlée :</b> Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté à l'inspection son outil THEMIS de recensement et de suivi des événements ayant des conséquences humaines ou sur l'environnement ou sur le matériel (classés en 5 niveaux en fonction de l'importance des conséquences) mais aussi des situations à risque et des demandes issues d'audits ou d'inspections des inspecteurs de l'environnement.  Le coordinateur HSE de Raffinerie du Midi qui suit le site SOGEPP fait le point toutes les semaines sur l'avancement des actions identifiées dans l'outil de suivi THEMIS.  L'inspection rappelle à l'exploitant de veiller à la mise à jour régulière de cette base de données.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Gestion des presque accidents ou des incidents

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Déclaration à l'inspection des installations classées
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté à l'inspection sa procédure de traitement des événements HSEQ et la matrice de gravité associée pour le traitement des événements HSE.  La déclaration auprès de l'inspection des ICPE est prévue systématiquement pour les événements de niveau de gravité 4 et 5 et au cas par cas après échange avec la direction de SOGEPP pour les événements de niveau 3.  L'inspection a transmis à l'exploitant en séance la fiche BARPI de méthodologie pour l'évaluation des accidents potentiellement majeurs.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Gestion des presque accidents ou des incidents

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Analyse des causes des événements et identification des mesures correctives
<b>Prescription contrôlée :</b> Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté à l'inspection un événement d'épandage d'hydrocarbures au niveau du poste de chargement des véhicules (PCC) qui a eu lieu en décembre 2022.  Les circonstances et les causes supposées de l'événement ont été présentées ainsi que les mesures prises pour éviter un nouvel événement similaire (1-le déclenchement de la sonde de niveau installée dans la cuve du camion lors d'un chargement, entraîne l'impossibilité pour ce camion de charger de nouveau même à un autre poste de chargement, 2- le by-pass de chargement ne peut être utilisé qu'après échange avec la direction).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Accident du 04/10/2022 (incendie au PCC et rejet en darse)

<b>Référence réglementaire :</b> Rapport d'inspection des installations classées du 19/10/2022
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport d'accident et retour d'expérience
<b>Prescription contrôlée :</b> Le rapport de l'inspection du 19/10/2022 et le courriel de l'inspection du 05/10/2022, demandent à l'exploitant de transmettre divers documents dont le rapport d'accident.
<b>Constats :</b> Au jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas transmis le rapport final de l'accident survenu le 04/10/2022.  Demande de l'inspection : L'exploitant transmettra son rapport final d'accident détaillant notamment les causes du départ de feu, ainsi que celles du rejet d'eaux polluées en darse (dysfonctionnement du système de confinement des eaux d'extinction) avec l'identification des causes profondes associées. Le rapport de REX du GESIP ainsi que les fiches REX diffusées à l'écosystème RM seront aussi fournies, ainsi que tout autres documents de REX que l'exploitant jugera utile de présenter à l'inspection pour décrire sa gestion du REX.  La déclinaison opérationnelle des mesures prises par SOGEPP pour éviter la survenue d'un accident similaire sera également détaillée (notamment la surveillance des travaux par un agent SOGEPP, l'autorisation de travail pour les opérations non courantes, le guide de consignation des phases de travaux délicates, le planning d'affichage hebdomadaire des travaux, le nouveau plan

de prévention incluant un échange préalable avec les opérateurs SOGEPP).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 6 : Conformité de la rétention des cuves émulseurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 19-2 et 53
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Étanchéité de la rétention et évacuation des eaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols autres que les liquides inflammables, est associé une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».</p> <p>Tous les effluents liquides susceptibles d'être pollués sont canalisés.</p> <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre le milieu récepteur et les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruit.</p> <p>Un dispositif permet l'isolement des réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.</p> <p>Ce dispositif est maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Constats :</p> <p>Suite à l'inspection du 16/12/2022 et à la demande de l'inspection du 03/03/2023, l'exploitant a confirmé après calcul que le volume de la rétention était suffisant pour respecter la réglementation mais que des travaux doivent être réalisés pour étanchéifier la zone <i>a minima</i> sur 6 points identifiés.</p> <p>L'exploitant a également confirmé que le regard présent au centre de la rétention est relié au réseau de collecte des eaux de surface sans dispositif d'isolement. Une vanne d'isolement doit donc également être mise en place.</p> <p>Demande de l'inspection :</p> <p>L'exploitant transmettra un document attestant de la bonne mise en place de l'étanchéité complète de la rétention ainsi que de la vanne d'isolement. Des photographies illustrant la réalisation de ces travaux seront également transmis.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours



**N° 7 : Bon fonctionnement de la sonde de niveau haut (NH) du bac 501**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Arrêt immédiat de la réception si détection
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans le cas de réceptions automatiques, les réservoirs de liquides inflammables sont équipés notamment d'une seconde sécurité de niveau correspondant à un niveau de sécurité très haut programmé pour que l'atteinte du niveau de sécurité très haut entraîne un arrêt immédiat de la réception par la fermeture de la vanne d'arrivée produit et la vanne d'entrée du réservoir.
<b>Constats :</b> Constats :  Le rapport de contrôle de l'entreprise LARCO (intervention du 27/02/23 au 03/03/23) indique qu'il y a une temporisation de 52 secondes entre la détection ou défaut NTH et le début de fermeture de la vanne entrée de bac.  Demande de l'inspection :  L'exploitant précisera quelles sondes de niveau NTH (et donc quels bacs) sont concernés par cette indication de LARCO et justifiera la conformité de l'ensemble de ses sondes NTH avec la prescription mentionnée (arrêt immédiat).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 8 : Écoulement au PCC sous une vanne du réseau acheminant du B100**

<b>Référence réglementaire :</b> Rapport d'inspection des installations classées du 03/03/2023
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bon fonctionnement de la vanne
<b>Prescription contrôlée :</b> Suite à l'inspection du 16/12/2022 et à la demande de l'inspection du 03/03/2023, l'exploitant a indiqué que la présence de liquide dans la rétention de la pomperie 1, provenait d'une fuite au PCC au niveau d'un joint de vanne de B100 défectueux. Cette vanne a été remplacée début 2023 selon l'exploitant.
<b>Constats :</b> Constats : Les inspecteurs ont constatés des traces d'écoulement sous la vanne qui a été remplacée.  Demande de l'inspection : L'exploitant précisera l'origine de ces écoulements et son plan d'action et les échéances associées pour les résorber.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 9 : Détection de liquide entre la double enveloppe d'un réservoir d'éthanol**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, détection de liquide
<b>Prescription contrôlée :</b> L'espace annulaire est équipé d'une détection adaptée à la nature du liquide inflammable stocké, d'une détection feu et de moyens fixes de déversement de mousse.
<b>Constats :</b> Constats : Suite à l'inspection du 16/12/2022 et à la demande de l'inspection du 03/03/2023, l'exploitant a indiqué que des adaptations devaient être conduites sur le réservoir enterré éthanol afin de garantir le bon fonctionnement de la détection.  Demande de l'inspection : L'exploitant transmettra un document attestant du bon fonctionnement de la détection après travaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 10 : Demandes de compléments issues du rapport d'examen de la nouvelle EDD**

<b>Référence réglementaire :</b> Rapport d'inspection des installations classées du 03/03/2023
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Non réponse aux 7 demandes de compléments suite à l'instruction par sondage
<b>Prescription contrôlée :</b> Le rapport de l'inspection du 03/03/2022 demande au point 4.4 à l'exploitant de transmettre quelques compléments.
<b>Constats :</b> Constats : L'inspection n'a pas reçu de réponse à ses demandes.  Demande de l'inspection : L'exploitant transmettra ses réponses aux demandes de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 11 : nouvelle MMR dans la cuvette 1A-501**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/05/2023, article Annexe article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, suivi de la mise en place de la nouvelle MMR
<b>Prescription contrôlée :</b> La société SOGEPP devra mettre en place au plus tard fin 2023 une nouvelle chaîne de détection d'HC dans la cuvette 1A-501 indépendante de la chaîne de détection d'HC déjà en place. Elle devra évaluer l'intérêt que le nouveau détecteur soit de marque et d'une technologie différente du détecteur déjà en place.
<b>Constats :</b> Constats : L'exploitant a prévu la mise en place de cette nouvelle chaîne de détection et de la nouvelle vanne motorisée dédiée pour fin 2023.  Demande de l'inspection : L'exploitant transmettra un document attestant de la bonne mise en place et du bon fonctionnement de l'ensemble de la MMR. Des photographies illustrant la réalisation des travaux seront également transmis.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 12 : Appontement – dispositif d'évacuation des eaux de la rétention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/11/2022, article Article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Commande de la pompe de relevage
<b>Prescription contrôlée :</b> Le dispositif d'évacuation des eaux constitué d'une pompe de relevage peut être commandé sans avoir à pénétrer dans la rétention.
<b>Constats :</b> Constats : L'inspection a constaté que la pompe de relevage ne peut être commandée qu'en pénétrant sur la rétention.  Demande de l'inspection : L'exploitant doit déplacer la commande de la pompe. Une photographie attestant de son bon positionnement sera transmise.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

N° 13 : Appontement – détection de liquide

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/11/2022, article Article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, détection de liquide en point bas
<b>Prescription contrôlée :</b> La rétention est dotée en point bas d'un système de détection de liquide adaptée à la nature des produits.
<b>Constats :</b> Constats : L'inspection a constaté la présence d'une détection gaz en rétention.  Demande de l'inspection : L'exploitant mettra en place une détection liquide ou justifiera la pertinence du système de détection en place et de sa localisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

N° 14 : Route d'accès – zone de rétention sous rack aérien

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/11/2022, article Article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Défaut d'étanchéité de la zone de rétention sous rack aérien
<b>Prescription contrôlée :</b> A hauteur du rack aérien de tuyauteries, la chaussée et ses bordures sont aménagées de manière à pouvoir recueillir efficacement tout écoulement de liquide dangereux.
<b>Constats :</b> Constats : L'inspection a constaté que l'étanchéité du côté du mur SOGEPP n'est pas garantie.  Demande de l'inspection : L'exploitant transmettra son plan d'action et calendrier de mise en œuvre pour garantir l'étanchéité de cette rétention .
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 15 : Effets domino – canalisations TRAPIL à l'est du site SOGEPP**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article ii) du 3 du I de l'annexe III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prise en compte des canalisations TRAPIL à l'est du site SOGEPP
<b>Prescription contrôlée :</b> Description détaillée des scénarios d'accidents majeurs possibles [...] que la cause soit externe par exemple par effets domino.
<b>Constats :</b> Constats : Au moins une canalisation de transport de produits dangereux (TRAPIL) chemine à l'est du site SOGEPP à proximité du bac 502, des cuves émulseurs, des pompes et de la réserve en eau (présence d'une plaque et d'une borne d'identification du réseau TRAPIL).  Demande de l'inspection : L'exploitant identifiera si cette canalisation de transport a été prise en compte dans l'EDD comme source potentiel d'effets domino sur ses installations, et le cas échéant les conséquences sur l'EDD et ses conclusions. L'exploitant s'assurera et justifiera la prise en compte de l'ensemble des éventuelles autres canalisations de transport qui pourraient avoir des effets sur l'installation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours